

SFCR Rapport sur la solvabilité et la situation financière

Exercice clos au 31 décembre 2019

Document validé par le Conseil d'administration de RSBP le 4 juin 2020

Préambule

Le présent rapport sur la solvabilité et la situation financière à destination du public est écrit en application :

- de la directive 2009/138/CE, article 51, qui définit les informations à fournir à destination du public,
- du règlement délégué de la CE du 14/10/2014 : articles 290 à 298, qui définissent la structure et la nature des informations à inclure dans ce rapport,
- des orientations de l'EIOPA sur la communication d'informations et les informations à destination du public (EIOPA-BoS-15/109 FR), qui fournissent des détails supplémentaires sur les informations à produire,
- et de la note de l'ACPR « Préparation à Solvabilité II – les rapports Solvabilité II » du 13 mai 2015.

RSBP en tant que FRPS n'est pas soumise aux normes quantitatives de la Directive Solvabilité II, mais uniquement aux normes qualitatives.

Ce rapport porte sur l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Synthèse

L'année 2019 a été particulièrement marquée par :

- l'obtention de l'agrément pour la société «RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE BANQUE POPULAIRE», pour pratiquer en France les activités de retraite professionnelle supplémentaire.
- le transfert du portefeuille de contrats du régime de retraite supplémentaire de l'IPBP à la société RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE BANQUE POPULAIRE.
- les travaux de mise en conformité du contrat RSRC avec la Loi PACTE afin de permettre aux adhérents au régime de retraite supplémentaire d'effectuer des versements volontaires sur leur contrat.

Table des matières

Synthèse	3
A. Activité et résultats	6
A.1. Activité	6
A.2. Résultats de souscription	7
A.3. Résultats des investissements	7
A.4. Résultats des autres activités	9
A.5. Autres informations	9
B. Système de gouvernance	9
B.1. Informations générales sur le système de gouvernance	9
B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité	13
B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	14
B.4. Système de contrôle interne	16
B.5. Fonction d'audit interne	17
B.6. Fonction actuarielle	19
B.7. Sous-traitance	19
B.8. Autres informations	19
C. Profil de risque	20
C.1. Risque de Souscription	20
C.2. Risque de Marché	20
C.3. Risque de Contrepartie	21
C.4. Risque de Liquidité	21
C.5. Risque opérationnel	21
C.6. Autres risques importants	23
C.7. Autres informations	23
D. Valorisation à des fins de solvabilité	23
D.1. Actifs	23
D.2. Provisions techniques	25
D.3. Autres passifs	28
D.4. Méthodes de valorisation alternatives	28
D.5. Autres informations	28
E. Gestion du capital	28
E.3. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	32

E.4.	Non-respect de l'exigence minimum de marge de solvabilité	32
E.5.	Autres informations	32

Annexe : Etats de reporting publics

A. Activité et résultats

A.1. Activité

Le régime supplémentaire de retraite collectif (RSRC) a été créé par accord collectif, à effet du 1er janvier 1994 avec les entreprises du Groupe Banque Populaire, à l'exception de l'ex CCBP fusionnée dans NATIXIS et de la BRED.

Le RSRC est un régime à adhésion obligatoire relevant de la branche 26 dont les dispositions sont prévues aux articles R 441-1 et suivants du Code des Assurances.

Ce régime de retraite était gérés jusqu'au 1er janvier 2019 par l'IPBP, institution, créée à effet du 1^{er} juillet 1993, et agréée pour proposer des garanties décès, incapacité et invalidité.

L'introduction par la Loi « Sapin II » des fonds de retraite professionnelle supplémentaire proposant un régime prudentiel moins contraignant que Solvabilité 2 et plus adapté à cette activité long terme a conduit l'IPBP à transférer son activité de retraite professionnelle supplémentaire existante dans une filiale dédiée, de type FRPS, la société «RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE BANQUE POPULAIRE» (RSBP).

L'IPBP détient 99,9 % des actions composant le capital de la société RSBP. Un dossier de demande d'agrément pour l'exercice des activités de retraite professionnelle supplémentaire a été déposé par la société RSBP.

Par Décision no 2019-C-64 du 15 novembre 2019 du sous collège sectoriel de l'assurance :

- la société «RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE BANQUE POPULAIRE», a été agréée pour pratiquer en France les activités de retraite professionnelle supplémentaire.
- le transfert du portefeuille de contrats du régime de retraite supplémentaire de l'institution de prévoyance dénommée INSTITUTION DE PRÉVOYANCE BANQUE POPULAIRE à la société RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE BANQUE POPULAIRE.

S'agissant d'un régime à cotisations définies relevant de l'article L. 441-1 du Code des assurances les opérations de ce régime, conformément à la réglementation, font l'objet d'un cantonnement avec un portefeuille d'actifs distincts et une comptabilité d'affectation spécifique.

L'objectif de RSBP est de demeurer un organisme dédié aux entreprises du groupe BPCE pour les garanties retraite collective.

Les comptes de RSBP font l'objet d'une certification annuelle par le cabinet de commissariat aux comptes Grant Thornton. Cette certification englobe le calcul des engagements de l'organisme.

Par ailleurs, en tant qu'organisme d'assurance, RSBP est soumise au contrôle de l'ACPR (Autorité de contrôle prudentiel et de résolution - 4 Place de Budapest, 75436 Paris) autorité administrative indépendante qui veille à la préservation de la stabilité du système financier et à la protection des clients, assurés, adhérents et bénéficiaires des des clients, assurés, adhérents et bénéficiaires des personnes soumises à son contrôle.

RSBP a entrepris des travaux pour mettre en conformité le contrat du RSRC avec la Loi Pacte à compter du 1^{er} octobre 2020.

Au 31 décembre 2019, la société RSBP compte 93 421 participants (27 352 cotisants, 53 134 anciens cotisants, 11 981 pensionnés 431bénéficiaires d'une pension de réversion et 523 bénéficiaires d'une pension de réversion en attente d'atteindre l'âge minimum requis).

A.2. Résultats de souscription

Les comptes de RSBP ont été arrêtés par le conseil d'administration du 4 juin 2020 et seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire de RSBP le 29 juin 2020. Il s'agit des premiers comptes annuels de RSBP intégrant les opérations du régime de retraite supplémentaire.

Le résultat de l'exercice 2019 s'établit à 1,7 M€.

	Opérations brutes	Cessions	Opérations nettes 2019
Résultat technique des opérations Non Vie	0	0	0
Résultat technique des opérations Vie	2 229 563	0	2 229 563
Résultat du compte non technique	-534 337		-534 337
Résultat de l'exercice	1 695 226		1 695 226

A.3. Résultats des investissements

A.3.1. Valorisation des actifs

Les placements financiers (obligations, OPC, produits bancaires) ont été valorisés au 31 décembre 2019 à leur valeur de marché soit :

- 909,99 M€ pour l'actif cantonné,
- 50,21 M€ pour les fonds propres.

En valeur d'acquisition, le canton est valorisé 826,23 M€ et les fonds propres 50,16 M€.

Au 31 décembre 2019, les actifs sont répartis de la manière suivante :

Monétaire	12.9%
Obligataire et assimilé*	56.5%
Actions	23.5%
Immobilier	7.1%

*dont rendement absolu

A.3.2. Résultats financiers

Le résultat financier est indiqué dans le tableau ci-après.

Valeurs comptables - en K€	RSRC
Résultat financier (A)	29 483 k€
Actif moyen (B)	799 650 k€
Taux de rendement comptable [(A) / (B)]	3.69%

En 2019, le rendement comptable des placements est de 3,69% (2,13% en 2018).

Cette augmentation du rendement comptable s'explique par la stratégie qui a consisté début 2019 à augmenter la durée obligataire. Ceci a eu comme conséquence de céder des titres obligataires relativement plus courts pour se repositionner plus loin sur la courbe. Ces cessions ont entraîné une forte augmentation du résultat comptable (pas de réserve de capitalisation).

Les prévisions de rendement comptable pour 2020 sont de l'ordre de 1.5% hors recherche d'externalisation de plus-values.

L'estimation du rendement des actifs prenant en compte les variations de plus et moins-values latentes est indiquée ci-après.

<i>Résultat financier comptable (A)</i>	29 483
<i>Plus-values latentes nettes fin 2019</i>	83 764
<i>Plus-values latentes nettes fin 2018</i>	37 415
<i>Variation des plus-values latentes (C)</i>	46 349
<i>Résultat financier réel (A+C)</i>	78 832
<i>Actif valeur réalisation fin 2019</i>	909 993
<i>Actif valeur réalisation fin 2018</i>	810 781
<i>Actif valeur réalisation moyen (D)</i>	860 387
<i>Rendement estimé [(A+C)/D]</i>	9.2%

A.3.4. Description du portefeuille d'actifs

Le portefeuille Retraite représente 876.4 M€ en valeur comptable et 960.2 M€ en valeur de marché dont 50.2 M€ de fonds propres.

Les investissements sont répartis entre obligations détenues en direct pour la partie Cœur, un fonds dédié actions et des produits de diversification (OPCVM, FCT, SCPI).

	Valeur de marché (M€)	Poids	Allocation cible
Monétaire	123.9	12.9%	0%
Obligataire	542.5	56.5%	74%
Actions	225.6	23.5%	24%
Immobilier	68.2	7.1%	12%
Total	960.2		

La poche obligataire continue sa progression afin de se rapprocher de la cible, en profitant des tombées de Comptes et dépôts à Terme.

La poche immobilière n'a que marginalement augmenté, en fonction des opportunités de placement.

La poche actions, quant à elle, est proche de la cible en volume. La sensibilité est réduite par les opérations de couverture du risque en vigueur depuis 2018 et maintenues sur toute l'année 2019.

Concernant les opérations de retraite, la réglementation relative aux organismes d'assurance, à laquelle est assujettie RSBP, impose la constitution d'une provision pour dépréciation à caractère durable. RSBP n'a pas eu à constituer cette provision en 2019.

A.4. Résultats des autres activités

Néant

A.5. Autres informations

Néant

B. Système de gouvernance

B.1. Informations générales sur le système de gouvernance

L'organisation de la gouvernance de RSBP est fondée sur le paritarisme.

Actuellement, le système de gouvernance de la Société est organisé de la manière suivante :

- Une Assemblée générale
- Un conseil d'administration
- Un comité d'audit (réuni en commun avec le comité d'audit de l'IPBP, actionnaire principal de la Société)
- Une commission technique, financière et risques
- Deux dirigeants effectifs (un Directeur Général et un Directeur Général Délégué)
- Quatre fonctions clé : Actuariat, Gestion des risques, Vérification de la conformité et Audit

B.1.1. L'Assemblée générale

L'Assemblée générale est composée des représentants des actionnaires de la Société.

L'Assemblée générale délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé, notamment celles relatives à l'affectation du résultat annuel.

Elle est appelée à examiner le rapport annuel de gestion du Conseil d'administration et, elle est appelée à lui donner quitus de sa gestion à l'issue de chaque exercice.

Lorsqu'elle siège en séance extraordinaire, l'Assemblée générale est habilitée à se prononcer sur la modification des statuts ou sur toute autre opération importante (fusion, scission, dissolution, par exemple).

B.1.2. Le Conseil d'administration

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé paritairement de 18 membres élus par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et comprenant :

- 9 administrateurs « adhérents » représentant les entreprises ayant adhéré au Contrat collectif de retraite supplémentaire ;
- 9 administrateurs « participants » représentant les salariés et anciens salariés d'entreprises ayant adhéré au Contrat collectif de retraite supplémentaire.

Les administrateurs « adhérents » et « participants » sont obligatoirement salariés, anciens salariés ou mandataire social ou ancien mandataire social d'une entreprise ayant adhéré au Contrat collectif de retraite supplémentaire.

Conformément à l'article 3.7 du règlement intérieur du Conseil d'administration de RSBP, les fonctions d'administrateur sont exercées à titre gratuit. Toutefois les administrateurs font l'objet d'un remboursement sur justificatif de leurs frais de déplacement pour participer aux instances de la Société.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Il est ainsi doté des attributions générales liées à l'activité assurantielle de l'organisme. Il est de plus chargé des attributions spécifiques dévolues au comité de surveillance par la réglementation relative au FRPS.

Conformément à l'article 10 des statuts, le Conseil d'Administration nomme en son sein deux organes spécialisés qui exercent leur activité sous sa responsabilité et qui n'ont pas vocation à se substituer au Conseil d'administration :

- Un Comité d'audit (en commun avec IPBP)
- Une Commission technique, financière et risques ;

Ces organes sont chargés de préparer les travaux du Conseil d'administration au titre des missions qui leur sont propres. Chaque comité/commission rend compte de ses travaux à la prochaine séance du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'administration rend compte une fois par an à l'Assemblée générale ordinaire qui approuve les comptes.

Il désigne les dirigeants effectifs de la Société (Directeur Général et Directeur Général Délégué) à qui il accorde des pouvoirs destinés à faire fonctionner l'organisme.

Il nomme les responsables des fonctions clés de RSBP : actuariat, gestion des risques, vérification de la conformité et audit interne.

Le Conseil d'administration assure le pilotage du régime de retraite supplémentaire gérée par RSBP, avec l'aide de la Commission technique, financière et risques qui est tout particulièrement chargée de ce suivi.

Dans le cadre des attributions qui lui sont dévolues, le Conseil d'administration définit les objectifs stratégiques de RSBP. Il fixe le niveau d'appétence aux risques de l'organisme et sa déclinaison en tolérances aux risques, sur la base des travaux d'analyse et d'évaluation des risques réalisés sous la responsabilité de la fonction gestion des risques.

Les risques majeurs susceptibles d'empêcher ou de perturber la réalisation des objectifs stratégiques ont été identifiés dans le cadre d'une cartographie des risques spécifique. Ces risques sont régulièrement suivis par le Conseil d'administration avec l'aide de la Commission technique, financière et risques, par le biais d'indicateurs matérialisant les niveaux d'appétence aux risques de RSBP.

Le Conseil d'administration est saisi de tout dépassement significatif des limites de risques qui ont été fixés. Après avoir entendu l'avis de la Commission, il prend alors toute décision appropriée pour corriger la situation, avec l'assistance de la fonction gestion des risques et de tout autre expert.

Le Conseil d'administration définit le plan d'audit pluriannuel de RSBP, établi sur la base d'une revue des risques de l'organisme. De plus, il assure un suivi, notamment par le biais du Comité d'audit qui lui rapporte, du résultat des contrôles internes et externes qui sont réalisés sur les processus de la Société. De la même manière, il suit la mise en œuvre des recommandations d'audit par le biais du Comité d'audit.

Par ailleurs, le Conseil d'administration approuve le rapport ORSA, qui lui permet de disposer des évaluations et des analyses nécessaires pour assurer le suivi du système de gestion des risques mis en place au sein de RSBP, et pour en apprécier le correct fonctionnement. Il approuve également les rapports RSR et SFCR qui visent à garantir la bonne information du public et du superviseur sur les données publiées par l'organisme et sur son système de gouvernance.

B.1.3. Le Comité et les Commissions désignés par le Conseil d'administration

Le Comité d'audit est composé de membres du Conseil d'administration. Il est commun aux structures IPBP et RSBP. Il désigne en son sein un Président distinct du Président des Conseils d'administration d'IPBP et de RSBP. Il se réunit au moins trois fois par an.

Il est chargé d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière, de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, du contrôle légal des comptes annuels de RSBP par le Commissaire aux comptes, et de l'indépendance de celui-ci.

La Commission technique, financière et risques est désignée par le Conseil d'administration parmi ses membres. Elle est animée par le Président du Conseil d'administration.

Elle prépare les décisions du Conseil d'administration relatives aux points suivants :

- La politique de gestion financière de RSBP dans le respect des règles fixées par le Conseil d'administration,
- La gestion actif / passif,
- Le suivi des indicateurs de risques de RSBP.

La Commission technique, financière et risques participe à la mise en œuvre et à la revue du système de gestion des risques de RSBP : définition du profil de risque et de l'appétence au risque de l'organisme, définition des tableaux de bord de suivi des risques ainsi que des seuils et des limites de risques notamment.

La Commission assure également le suivi des plans d'actions éventuellement définis pour gérer l'exposition de la Société à un ou plusieurs risques en fonction de ses objectifs.

B.1.4. Les dirigeants effectifs

RSBP est dotée de deux dirigeants effectifs désignés par le Conseil d'administration :

- Un Directeur Général, qui assure le fonctionnement de la Société et l'exécution de ses engagements ;
- Un Directeur Général Délégué, qui est doté d'attributions opérationnelles et qui participe à la prise de toute décision importante pour la Société avec le Directeur Général.

Les dirigeants effectifs disposent d'une délégation de pouvoirs accordés par le Conseil d'administration.

Au titre du système de gestion des risques, le Directeur Général est plus spécifiquement chargé d'assurer l'animation et la surveillance des dispositifs de maîtrise des risques qui sont mis en place au sein de l'organisme, avec le concours et l'expertise des fonctions-clés, des équipes opérationnelles et des sous-traitants.

Il s'assure du respect des politiques écrites définies par le Conseil d'administration et veille au correct fonctionnement du processus d'information et d'alerte des instances dans le cadre du processus de gestion des risques.

Le Directeur Général est le responsable hiérarchique des responsables des fonctions-clés gestion des risques, actuariat et vérification de la conformité.

B.1.5. Les fonctions-clés

Conformément à la réglementation applicable, RSBP s'est dotée des quatre fonctions-clés : actuariat, gestion des risques, vérification de la conformité et audit interne :

- **La fonction actuarielle** a pour objet de coordonner le calcul des provisions techniques, prudentielles, de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques prudentielles, ainsi que d'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul de ces provisions. La fonction actuarielle établit chaque année un rapport écrit sur ses travaux, présentant ses constats et ses recommandations éventuelles à destination du Conseil d'administration
- **La fonction gestion des risques** est en charge de la mise en œuvre et de l'animation du système de gestion des risques, en lien étroit avec les instances dirigeantes de RSBP. Elle assure notamment le suivi du système de gestion des risques et du profil de risque de l'organisme, et anime le processus ORSA. Elle identifie et évalue les risques émergents.
- **La fonction de vérification de la conformité** a pour objet de conseiller les instances dirigeantes de RSBP sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives à l'accès et à l'exercice des activités d'assurance. Elle vise également à évaluer l'impact possible de tout changement de l'environnement juridique sur les opérations de l'organisme, ainsi qu'à identifier et à évaluer le risque de non-conformité. Ses missions s'inscrivent dans le système de contrôle interne mis en œuvre au sein de RSBP.
- **La fonction d'audit interne** évalue l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance. Cette fonction est bien exercée d'une manière objective et indépendante des fonctions opérationnelles. Elle réalise des missions d'audit, à partir d'un plan pluriannuel d'audit établi selon le profil de risque de l'organisme et arrêté chaque année par le Conseil d'administration. Les conclusions des missions d'audit sont examinées par le Comité d'audit, qui assure un suivi de la mise en œuvre des recommandations d'audit. Le Président du Comité d'audit reporte de ce suivi au Conseil d'administration par le biais d'un rapport spécifique établi à l'issue de chaque séance du Comité.

B.2. Exigences de compétence et d'honorabilité

Dans le cadre de son système de gouvernance, RSBP a mis en place un processus de vérification du respect des exigences d'honorabilité et de compétences des dirigeants de l'organisme (Administrateurs, Dirigeants effectifs) et les personnes qui occupent des fonctions clés.

B.2.1. Honorabilité

Au titre des exigences en matière d'honorabilité, la Société a recueilli le bulletin n°3 du casier judiciaire de chaque Administrateur, du Directeur Général, du Directeur Général Délégué et des Responsables de chacune des fonctions-clés.

Ce document est recueilli systématiquement lors de l'entrée en fonction de tout nouvel Administrateur ou de tout nouveau collaborateur destiné à occuper l'une des fonctions précédemment citées.

Il fait l'objet d'un nouveau recueil à mi-mandat pour les Administrateurs, et tous les ans pour le Directeur Général, le Directeur Général Délégué et les Responsables de chacune des fonctions-clés.

Pour les Administrateurs, une vérification est également opérée en ce qui concerne le cumul des mandats.

B.2.2. Compétences

Les Administrateurs de RSBP sont tous issus du milieu bancaire et disposent à ce titre des connaissances de base sur les fondamentaux de la gestion financière et de la gestion des risques.

Afin de compléter ces connaissances ou de les actualiser, l'organisme a mis en place un programme annuel de formation des Administrateurs.

Pour ce qui concerne les Dirigeants effectifs et les responsables des fonctions-clés, la Société recueille les éléments matérialisant leurs compétences (diplômes, formations, CV reflétant les expériences professionnelles du collaborateur).

Pour chacune des fonctions clés, des exigences spécifiques sont formalisées dans la fiche de poste respective du responsable de chaque fonction :

- Pour la fonction actuarielle : une formation en actuariat (BAC+4/5) et une solide expérience dans le domaine de l'assurance de personnes ;
- Pour la fonction gestion des risques : une formation en actuariat (BAC+4/5) et une solide expérience dans le domaine technique au sein d'organismes d'assurance ;
- Pour la fonction de vérification de la conformité : une formation juridique (BAC+4/5) et une solide expérience en matière de contrôle interne et/ ou d'audit ;
- Pour la fonction d'audit interne : une formation en économie, finances, comptabilité, juridique (BAC+4/5) et une solide expérience en matière d'audit.

B.3. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité

Le système de gestion des risques mis en place au sein de RSBP se base sur le plan stratégique de l'organisme et vise plusieurs objectifs :

- permettre d'anticiper les risques et ainsi de préserver l'organisme, ses actifs et sa réputation, et donc de protéger les droits des adhérents au RSRC.
- sécuriser la prise de décision et les processus de l'organisme, y compris dans le cadre de son fonctionnement opérationnel courant, pour favoriser l'atteinte des objectifs fixés par le Conseil d'administration.

Il constitue l'outil de pilotage et d'aide à la décision, qui permet de donner aux dirigeants de RSBP une vision objective et globale des menaces et des opportunités qui se présentent à elle, et d'appuyer les décisions qui sont prises sur la base, notamment, de son niveau de solvabilité, du niveau de couverture du RSRC et du suivi de ses risques. Il fait l'objet d'une formalisation à travers notamment :

- de politiques écrites (approuvées par le Conseil d'administration et revues au moins annuellement) :
 - RSBP a formalisé des politiques écrites sur la gestion des risques, l'ORSA, les placements, la souscription, le provisionnement, la réassurance, la gouvernance, le contrôle interne et la conformité, la sous-traitance et la continuité d'activité.
- de procédures opérationnelles et de modes opératoires ;
- de cartographies des risques ;
- d'un tableau de bord général de suivi des indicateurs définis notamment pour mesurer l'exposition aux risques de RSBP.

A partir des objectifs stratégiques de RSBP, tels que définis par son Conseil d'administration, il a été réalisé une analyse de tous les risques auxquels RSBP pouvait être confrontée et qui sont de nature à affecter l'atteinte de ces objectifs : risques financiers, risques assurantiels, risques opérationnels, risques stratégiques. Ces risques ont fait l'objet d'une évaluation en regard de leurs conséquences pour RSBP en cas de survenance.

Cette démarche d'identification et d'évaluation de ses risques (plus précisément décrite au point B4 – Système de contrôle interne) lui a permis de définir son profil de risque et de déterminer son appétence aux risques, c'est-à-dire de fixer des limites au-delà desquelles des actions doivent être engagées par RSBP pour réduire son exposition à tel ou tel risque.

Un processus d'information et d'alerte des instances de RSBP a été mis en place pour assurer un suivi efficient de l'exposition de l'organisme aux risques. Il repose sur des tableaux de bord de suivi de ses risques majeurs par le biais d'indicateurs spécifiques.

Ces indicateurs préventifs sont organisés en 6 grandes catégories :

- Indicateurs démographiques,
- Indicateurs de gestion
- Indicateurs relatifs au passif
- Indicateurs relatifs à la solvabilité
- Indicateurs relatifs au risque opérationnel
- Indicateurs financiers

Ils permettent d'assurer le pilotage technique, financier et opérationnel de RSBP et de son régime de retraite supplémentaire.

B.4. Système de contrôle interne

Le système de contrôle interne mis en œuvre par RSBP repose sur :

- Une démarche d'identification et d'évaluation des risques auxquels l'organisme est exposé et des éléments de maîtrise mis en place en regard de ces risques ;
- Un dispositif de contrôle permanent incluant :
 - Des procédures et des modes opératoires écrits ;
 - Des contrôles de 1^{er} et de 2nd niveau visant à assurer la maîtrise de ses activités opérationnelles ;
 - Des plans d'actions visant, le cas échéant, à renforcer les éléments de maîtrise.

L'identification et l'évaluation des risques sont réalisées par le biais de **cartographies des risques**, selon les principales étapes suivantes :

- Identification des risques :
 - Recensement des risques susceptibles d'affecter l'organisme : ce recensement a été réalisé à partir de la nomenclature des risques types proposés par l'IFACI (Institut français de l'Audit et du Contrôle interne) pour le secteur de l'assurance. Chacun de ces risques types a fait l'objet d'une analyse en regard des caractéristiques de l'organisme et de ses objectifs stratégiques ;
 - Classification de ces risques par familles (stratégiques, financiers, assurantiels et opérationnels), puis par thématiques au sein de chaque famille de risques ;
 - Identification des risques intégrés dans la formule standard de Solvabilité 2.
- Evaluation des risques :
 - Identification des conséquences qualitatives et quantitatives de la survenance de ces risques pour l'organisme ;
 - Evaluation brute des risques selon une échelle de cotation basée sur l'estimation d'une probabilité de survenance et d'une mesure d'impact avant prise en compte des éléments de maîtrise : cette évaluation conduit à classer les risques identifiés selon une échelle croissante : faible / moyen / fort / majeur.
- Identification et évaluation des éléments de maîtrise des risques majeurs et évaluation du risque net :
 - Recensement des éléments contribuant à maîtriser le risque brut (organisation, procédure, contrôles outils, ...) et évaluation qualitative de ces éléments de maîtrise ;
 - Détermination du risque net ;
 - Définition éventuelle de plan d'actions en vue de renforcer les éléments de maîtrise de certains risques.

- Traitement spécifique des risques bruts évalués comme majeurs :
 - Définition d'indicateurs permettant d'évaluer, de suivre et de piloter les risques majeurs dans le temps ;
 - Pour chaque indicateur, fixation de seuils ou de limites au-delà desquels l'appétence aux risques de l'organisme est dépassée ;
 - Mise en place de tableaux de bord de suivi des risques majeurs en vue du pilotage du système de gestion des risques par les organes dirigeants de la Société. Ce suivi permet de prendre les mesures nécessaires lorsque les limites de risques qui ont été fixées sont approchées ou atteintes.

Sur la base de cette démarche, l'organisme a formalisé une cartographie des risques majeurs revue de manière périodique.

Cette cartographie est complétée par une cartographie des risques opérationnels établie sur la base d'une cartographie des processus de l'organisme.

La fonction de **vérification de la conformité**, s'appuie sur :

- Un processus de veille réglementaire et juridique assurée par le biais :
 - De la diffusion de l'actualité réglementaire et juridique réalisée par un cabinet spécialisé ;
 - Des informations communiquées régulièrement par les organismes professionnels ;
 - De la consultation ponctuelle de juristes spécialisés pour des questions juridiques ou relatives aux modalités d'application de telle ou telle obligation réglementaire d'un point de vue opérationnel.
- Une cartographie des risques de non-conformité constituée à partir d'un référentiel de conformité (normes applicables à la Société et à son régime de retraite supplémentaire) ;
- Un plan de contrôle incluant des contrôles de conformité visant à vérifier le respect par l'organisme des normes qui lui sont applicables.

La fonction de vérification de la conformité assure en outre le pilotage de certains dispositifs de conformité (lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, protection de la clientèle notamment).

B.5. Fonction d'audit interne

B.5.1. Description de la manière dont la fonction d'audit interne est mise en œuvre

La fonction d'audit interne de RSBP est indépendante de toute autre fonction opérationnelle. L'organisme s'est doté d'une politique d'audit interne qui décrit l'organisation de l'audit interne et la méthodologie des travaux d'audit. Elle exerce ses missions d'audit sous la responsabilité du Directeur général de la Société.

Elle rapporte ses travaux au Comité d'audit et des risques et au Conseil d'administration.

La fonction d'audit interne s'appuie sur le dispositif de contrôle interne. A partir d'une approche fondée sur la cartographie des risques, la fonction audit interne évalue notamment l'adéquation et l'efficacité du système de contrôle interne, du système de gestion des risques et des autres éléments de gouvernance.

La fonction audit interne propose aux organes dirigeants un plan d'audit pluriannuel, établi sur une analyse des risques, afin de définir des priorités cohérentes avec les objectifs de l'organisation. Elle s'assure que les activités significatives sont passées en revue dans une période raisonnable de trois ans (cycle d'audit). Le plan d'audit peut prévoir des missions d'audit consécutives à des événements imprévus ou d'incidents.

La fonction audit interne est donc susceptible d'intervenir sur toutes les activités, processus et départements de l'entité et son contrôle est exercé par des missions réalisées sur pièces et/ou sur place. La fonction audit interne communique les résultats de chaque mission aux départements audités et aux organes délibérants, puis assure un suivi direct de la mise en œuvre des principales actions correctives engagées par les fonctions auditées à la suite des recommandations formulées. Les plans d'actions de ces recommandations sont régulièrement suivis par le Comité d'audit et des risques.

Dans le cadre de ses travaux, si des déficiences majeures sont observées, la fonction audit les notifie aux départements audités, procède à une alerte auprès de la Direction Générale et saisit le cas échéant, le comité d'audit selon les modalités appropriées à la situation.

En 2019, une mission d'audit a été réalisée :

- Une mission sur la gestion des habilitations ;
- Une mission sur le respect des obligations de la loi Eckert.

En 2020, trois missions d'audit doivent être réalisées :

- Une mission sur le processus d'inventaire ;
- Une mission sur le dispositif de lutte contre le blanchiment – financement du terrorisme, lutte contre la fraude et la corruption.

B.5.2. Indépendance et objectivité

Les travaux des auditeurs sont effectués avec objectivité, intégrité dans le strict respect du principe de la confidentialité et les auditeurs sont tenus de respecter les principes énoncés dans le code d'éthique et de déontologie de la direction.

B.6. Fonction actuarielle

En 2019, la fonction actuarielle a conduit un certain nombre de travaux visant à :

- Réviser les méthodes, hypothèses et donnée retenues pour évaluer la Provision Mathématique Théorique ;
- Donner un avis sur le caractère approprié du tarif pris en compte par RSBP pour le régime de retraite supplémentaire ;

Les résultats de ses travaux sont synthétisés chaque année dans un rapport que la fonction actuarielle présente au Conseil d'administration. Ce rapport comporte d'éventuelles recommandations à la suite des constats relevés à l'issue de ses travaux.

B.7. Sous-traitance

En premier lieu, il convient de rappeler que la plupart des activités ou des fonctions inhérentes à un organisme d'assurance sont réalisées ou assurées au sein même de RSBP (qui partage ses moyens avec IPBP dans le cadre d'un groupement de fait).

En raison de sa taille, de ses ressources opérationnelles et des moyens techniques dont elle dispose, RSBP a fait le choix de confier certaines activités à des prestataires de services qui assurent tout ou partie de la gestion d'un processus, ou procurent à RSBP des conseils ou une assistance ponctuelle.

Afin d'assurer la maîtrise des activités sous-traitées, RSBP a mis en place les principaux dispositifs suivants :

- Un processus de sélection des sous-traitants sur la base d'une série d'exigences et de vérifications contribuant à la maîtrise des risques liées à la sous-traitance ;
- Une formalisation de ces exigences dans un accord écrit (contrat ou convention) conclu entre l'organisme et son sous-traitant (sous la forme de clauses spécifiques) ;
- Un système de pilotage et de suivi de l'activité sous-traitée d'une part (reporting régulier, évaluation annuelle des prestations, base incidents), et du sous-traitant d'autre part (situation financière, événement susceptible d'impacter son organisation, ...) ;
- Des contrôles auprès du sous-traitant pour s'assurer de la réalisation correcte et conforme de l'activité qui lui est confiée, et du bon fonctionnement de son dispositif de contrôle permanent.

B.8. Autres informations

Néant

C. Profil de risque

Le système de gestion des risques de RSBP couvre les domaines suivants :

- Souscription et provisionnement
- Gestion actif passif
- Gestion du risque d'investissement
- Gestion du risque de liquidité
- Gestion du risque de concentration
- Gestion du risque opérationnel,
- Réassurance et autres techniques d'atténuation du risque

Ces domaines sont repris dans la politique de souscription et de provisionnement, la politique de placement, la politique de gestion du risque opérationnel, la politique de réassurance.

Pour suivre l'évolution de son profil de risque, RSBP dispose de tableaux de bords trimestriels présentés lors des conseils d'administration. Ces tableaux de bords sont composés d'indicateurs prédictifs relatifs aux différents aspects de l'activité de RSBP et aux critères de solvabilités (référentiels solvabilité 1 et IORP 2).

Par ailleurs, l'organisme dispose de dispositifs spécifiques de suivi des risques pour chacun des risques de souscription, marché, contrepartie, liquidité et opérationnel.

C.1. Risque de Souscription

La tarification du régime RSRC est totalement mutualisée entre les salariés des différentes entreprises adhérentes, quels que soient la catégorie professionnelle, l'âge et le sexe.

Cette tarification se traduit par le rendement technique, c'est-à-dire par le rapport entre la valeur de service du point de retraite RSRC et sa valeur d'acquisition.

Un plan de décroissance progressive de ce rendement technique conduisant au taux de 5,75 % a été mis en œuvre depuis plusieurs années pour tenir compte de la baisse des taux d'intérêt technique. Ce plan de décroissance a pris fin en 2018.

Il est recommandé de réaliser une étude en 2020 pour vérifier l'adéquation du rendement technique avec l'environnement de taux bas et la forte volatilité de la courbe de taux EIOPA constatée. En effet, cette forte volatilité de la courbe de taux dans un contexte de taux bas pourrait conduire à une revue instantanée du tarif si le ratio de couverture du régime devait devenir inférieur à 110 %.

C.2. Risque de Marché

RSBP étant un FRPS, il n'est plus soumis aux SCR. Les différents risques (actions, crédit, etc.) sont suivis avec la même diligence, avec un reporting trimestriel par transparence.

Les risques sont suivis et maîtrisés via :

- Les bornes de l'allocation d'actifs et la politique de placement, qui définissent les limites en volume par classe d'actifs ainsi que des limites spécifiques (diversifications, durées de vie, notations, etc.).
- Le suivi des flux (actif-passif, gap de duration).
- Les conventions de gestion avec les gestionnaires par délégation définissant les limites maximales de diversification, les budgets de risque.
- L'analyse ex-ante du risque avant la sélection d'un produit.
- Le suivi mensuel des ratios $(PTS+PMVL)/PMT$.

Les activités de retraite font par ailleurs l'objet d'un suivi technique et financier décrit au paragraphe « Système de gestion des risques ».

Il peut exister un risque de liquidité des actifs. Concernant RSBP, ce risque est limité par la politique de placements (20% pour le régime de retraite), en cohérence avec les engagements long terme du régime de retraite supplémentaire. Ces actifs sont constitués d'immobilier et de fonds de dettes.

C.3. Risque de Contrepartie

Le risque de contrepartie ne concerne que l'actif. Il s'agit des dépôts en banque et des comptes à terme. En raison de l'absence d'opportunités d'investissement, RSBP a investi principalement dans des comptes à terme et des dépôts à terme de banques françaises de bonne qualité de notation.

C.4. Risque de Liquidité

Le risque de liquidité correspond à une situation où RSBP ne pourrait pas faire face à ses flux de trésorerie sortants au moment où ils sont dus.

Concernant le régime de retraite, il s'agit d'un régime ouvert qui n'est pas arrivé à maturité, les cotisations sont sensiblement supérieures aux prestations payées (37,2 M€ contre 13,2 M€).

C.5. Risque opérationnel

Dans le cadre de sa démarche de cartographie des risques, la Société a identifié un certain nombre de risques de nature opérationnelle dont une synthèse est présentée dans le tableau suivant. L'exposition de l'organisme à ces risques opérationnels a été évaluée comme faible en regard des éléments de maîtrise mis en œuvre par RSBP.

RISQUES	DEFINITION DU RISQUE	EXPOSITION NETTE RSBP
CLIENTS, TIERS, PRODUITS ET PRATIQUES COMMERCIALES		
Conformité, confidentialité, agrément réglementaire, protection des données, LCB-FT	Non-respect des dispositions relatives à la protection des données personnelles des personnes physiques (RGPD) - Utilisation abusive d'informations confidentielles - Défaut d'agrément réglementaire - Non-respect des réglementations relatives au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme et aux obligations s'y rapportant (TRACFIN)	Faible
EXECUTION, LIVRAISON ET GESTION DES PROCESSUS		
Monitoring et reporting - Manquement à une obligation déclarative et risque de résultats erronés - Etats réglementaires	Manquement à une obligation déclarative (comptable ou réglementaire) - Risque de résultat comptable et ou fiscal erroné Risques liés à la présentation d'états réglementaires inexacts ou à la non-présentation d'états réglementaires	Moyen
Documents contractuels clients - Imprécis, inadéquats ou manquants		Faible
Mauvaise exécution des prestations (RSBP)	Mauvaise exécution des prestations ou retard dans l'exécution des prestations	Faible
Mauvaise exécution des prestations (fournisseurs et sous-traitants)	Mauvaise exécution des prestations ou retard dans l'exécution des prestations	Faible
DYSFONCTIONNEMENT DE L'ACTIVITE ET DES SYSTEMES		
Systèmes - Données, développement et sécurité logique	Perte ou altération irrémédiable de données informatiques (accidentelle ou non) Erreurs de développement Atteinte involontaire à la sécurité logique	Faible
Systèmes - Ressources informatiques (adéquation et disponibilité), disponibilité des systèmes	Inadéquation de ressources informatiques Panne système, insuffisance, indisponibilité passagère de ressources informatiques Défaillance ou indisponibilité d'une ressource (énergie, télécommunication)	Faible
Autres perturbations	Interruption totale ou partielle de l'activité	Faible
Risques de plan de continuité informatique	Non-continuité de l'exploitation par absence de procédures de secours en cas de difficultés graves dans le fonctionnement des systèmes informatiques	Faible
PRATIQUES EN MATIERE D'EMPLOI ET DE SECURITE SUR LE LIEU DE TRAVAIL		
Sécurité du lieu de travail - Accidents du travail / maladies professionnelles et responsabilité civile	Non-respect des règles de santé et de sécurité sur le lieu de travail => accidents du travail / maladies professionnelles Responsabilité civile => accidents de tiers (clients, partenaires, fournisseurs, autres, etc.)	Faible
Relations de travail - Litiges avec les employés	Litiges avec les employés / Indemnisation du personnel	Faible
Egalité et discrimination	Comportement impropre : discrimination / harcèlement	Faible
Gestion des ressources humaines - Recrutements inadéquats		Faible
Gestion des ressources humaines - Ressource clé	Départ / absence d'une ressource clé	Faible
Gestion des ressources humaines - Protection de la vie privée	Violation des dispositions concernant la protection de la vie privée et des données personnelles des salariés	Faible
Gestion des ressources humaines - Réglementation sociale	Non-respect de la réglementation sociale (code du travail, conventions collectives, etc...)	Faible

DOMMAGES AUX ACTIFS CORPORELS		
Catastrophes et autres sinistres - Destruction malveillante de biens - Litiges ou indisponibilité immeuble et infrastructures - Pandémie - Risques générés par les immeubles d'exploitation (en propriété ou en location)	Catastrophes et autres sinistres Destruction malveillante de biens / vandalisme Litiges liés aux immeubles et infrastructures Autres causes liées à l'indisponibilité des immeubles et infrastructures Pandémie Risques de sinistre (incendie, dommages à des tiers, etc.), risques relatifs à la continuité des opérations, risques relatifs à la gestion des immeubles (hors sécurité du personnel)	Faible
FRAUDE		
Fraude interne	Vol, fraude, contrefaçon de documents, fausse déclaration, usurpation d'identité ou de compte, malveillance informatique, corruption	Faible
Fraude externe	Vol, fraude, contrefaçon de documents, fausse déclaration, usurpation d'identité ou de compte, malveillance informatique, corruption	Faible

C.6. Autres risques importants

Néant

C.7. Autres informations

Néant

D. Valorisation à des fins de solvabilité

D.1. Actifs

D.1.1. Valorisation des placements financiers

Le portefeuille est composé d'actifs cotés et non cotés. Il est valorisé en valeur de marché.

- Titres cotés en direct et OPC de titres cotés :
 - RSBP ne détient pas d'action en direct.
 - Pour les OPC de titres cotés, la valorisation est la dernière Valeur Liquidative du fonds précédant l'arrêt des comptes.
 - Pour les obligations détenues en direct, le prix Mid (milieu de fourchette) est retenu. Rappelons que les obligations détenues en direct sont des obligations d'Etat de la zone Euro et des obligations privées de bonne qualité de la zone Euro et sont donc moins susceptibles de faire l'objet de violents écarts entre les prix Bid et les prix Ask. L'écart de fourchette est néanmoins analysé et quantifié en perte potentielle dans le cadre du BGS.

Les positions sont rapprochées mensuellement avec Caceis qui propose une valorisation des mandats, permettant ainsi un double contrôle.

- Placements non cotés :
 - RSBP n'a pas de placement en direct dans le non coté.
 - Ces positions sont détenues au travers de véhicules (FCT, SCPI/OPCI, SCI, etc.). Les valorisations sont donc dépendantes des règles de valorisation de chaque véhicule, à savoir :
 - Valeur d'expertise pour les placements immobiliers
 - Valeur nominale corrigée d'éventuelles dépréciations/provisions pour les fonds de dettes privées
 - Valeur d'entreprise corrigée d'éventuelles dépréciations/provisions pour les fonds d'actions/infrastructure non cotés.

Le suivi des placements et autres diligences n'ont pas décelé d'anomalie ni d'élément susceptibles de remettre en question la sincérité des valorisations des fonds.

- Trésorerie et équivalent de trésorerie :

Les positions sur les comptes ouverts auprès des banques sont communiquées par le comptable à Caceis afin de les intégrer à la valorisation.

Ces comptes sont ouverts auprès de banques de premier plan.

D.1.2. Les provisions techniques cédées

RSBP n'a pas recours à la réassurance.

D.1.3. Les autres actifs

Les autres actifs sont composés principalement de :

- créances :
 - Les créances nées d'opérations directes et de prise en substitution : ce poste correspond aux cotisations dues par les adhérents à la date de l'arrêté des comptes ;
 - Les autres créances qui correspondent aux produits à recevoir

Au 31 décembre 2019, la valorisation de ces éléments est la suivante :

Catégorie	Comptes sociaux (en k€)
Créances nées d'opérations directes	36,2
Autres créances	551,0

- comptes de régularisation :
 - Les intérêts et loyers acquis non échus ;
 - Les autres comptes de régularisation qui correspondent aux surcotes / décotes

Au 31 décembre 2019, la valorisation de ces éléments est la suivante :

Catégorie	Comptes sociaux (en k€)
Intérêts et loyers non échus	10 309,1
Autres comptes de régularisation	3 142,3

D.2. Provisions techniques

L'analyse, la mise en forme des données et la projection des flux du passif nécessaire au calcul des provisions techniques « Best Estimate » sont réalisées par le service technique de RSBP.

RSBP procède à la validation des provisions techniques conformément à l'article 264 du règlement délégué. En particulier, RSBP s'assure du caractère approprié, de l'exhaustivité et de l'exactitude des données utilisées dans le calcul des provisions techniques.

D.2.1. Provisions Techniques

Les opérations prévues à l'article L. 441-1 comportent la constitution des provisions suivantes :

- La Provision Technique Spéciale (PTS)
- La Provision Technique Spéciale Complémentaire (PTSC)
- La Provision Technique Spéciale de Retournement (PTSR)

RSBP étant totalement dédiée à la gestion du RSRC, la PTSC et la PTSR ne sont pas à constituer.

La Provision Technique Spéciale est calculée :

- en affectant à sa valeur d'origine les cotisations versées, nettes de prélèvements et de taxes, la totalité des produits et charges financiers générés par les actifs affectés à la provision technique spéciale,
- en retranchant les prestations servies et les chargements de gestion, dans les limites prévues par le contrat (au plus 5 % des cotisations et 0,50 % de la PTS en valeur comptable).

Au 31 décembre 2019, la PTS s'établit à 824 634 513 € :

Le montant des plus-values latentes afférent à la PTS s'élève à 83 763 713 €.

D.2.2. Ratio de couverture du régime

Le ratio de couverture réglementaire est évalué comme le rapport entre les actifs du canton pris à leur valeur de marché (i.e. la Provision Technique Spéciale à laquelle sont ajoutées les plus ou moins-values latentes) et les engagements du régime (Provision Mathématique Théorique).

Le calcul de la provision mathématique théorique est réalisé :

- à partir de la courbe des taux sans risque utilisée pour le calcul de la meilleure estimation. La courbe des taux sans risque prise en compte est la courbe des taux EIOPA au 31 décembre 2019 avec ajustement de volatilité.
- des tables de mortalité sans risque utilisées pour le calcul de la meilleure estimation. Il s'agit des tables de mortalité TGH05 et TGF 05 sur lesquelles les probabilités de mortalité ont été majorées à partir de 60 ans.
- Les coefficients de majoration des probabilités de mortalité sont appliqués aux tables TGH05 et TGF05 et sont établis à partir des statistiques de décès des pensionnés du régime de retraite fermé CARBP, géré par l'IPBP. Ce régime concerne également les personnels des Banques Populaires, mais les effectifs de participants sont plus nombreux et plus âgés que ceux du régime de retraite RSRC.

Ces coefficients sont de 28 % pour les hommes et de 23 % pour les femmes pour l'exercice 2019.

La méthodologie et les coefficients font l'objet d'une validation annuelle par le Responsable de la fonction actuarielle dans le cadre de son rapport présenté au Conseil d'administration.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation de la Provision Mathématique Théorique, au 31 décembre 2019, sont les suivantes :

- Valeur de service du point au 1^{er} janvier 2019 : 0,205 €
- Age de départ à la retraite (âge de liquidation au taux plein)

Année de naissance	Age de départ à la retraite
Avant 1956	62 ans
Entre 1956 et avant 1971	63 ans
Entre 1971 et avant 1986	64 ans
A partir de 1986	65 ans

Si le participant a déjà dépassé cet âge, le calcul se fait à l'âge atteint plus une année.

- En cas de liquidation postérieurement à cet âge, le nombre de points acquis est majoré de 1,00 % du nombre de points acquis à soixante-deux ans, par trimestre civil entier de prorogation, à compter de l'âge de liquidation au taux plein, jusqu'à soixante-sept ans.
- Age minimum pour bénéficier de la réversion : 60 ans
- Taux de réversion : 60 %

- Coefficient de minoration de la rente en cas de réversion :

• Si le bénéficiaire de la réversion est plus jeune :

Différence d'âge	% de la rente perçue par le conjoint
20 ans et plus	63,00 %
De 15 ans à 20 ans	70,00 %
De 12 ans à 15 ans	74,00 %
De 9 ans à 12 ans	78,00 %
De 9 ans à 6 ans	81,00 %
De 3 ans à 6 ans	84,00 %
De 0 an à 3 ans	87,00 %

• Si le bénéficiaire de la réversion est plus âgé :

Différence d'âge	% de la rente perçue par le conjoint
Plus de 3 ans	91,00%
de 0 à 3 ans	88,00%

- Type de rente : Trimestrielle à échoir
- Chargements sur arrérages de rentes : 0 %

La **Provision Mathématique Théorique** réglementaire est évaluée sur ces bases, au 31 décembre 2019, à **772 935 959 €** (628 749 765 € au 31 décembre 2018).

Provision technique spéciale au 31/12	824 634 513 €
Plus ou moins value latente	83 763 713 €

Ratio de couverture	
PMT	772 935 959 €
(PTS+PMVL)/PMT	117,53%

Le ratio de couverture du régime s'établit à 117,5 % (127,9 % au 31 décembre 2018). Cette diminution du ratio de couverture s'explique par la diminution des taux d'intérêt pris en compte pour le calcul de la provision mathématique théorique.

D.3. Autres passifs

Les autres passifs inscrits au bilan se composent essentiellement des éléments suivants :

- Les autres dettes :
 - Fonds non libérés ;
 - Dettes envers l'activité prévoyance
 - Intégration fiscale
 - Autres dettes

Au 31 décembre 2019, la valorisation de ces éléments est la suivante :

Catégorie	Comptes sociaux (en k€)
Fonds non libérés	8 878,9
Dettes envers l'activité prévoyance	2 715,2
Intégration fiscale	776,9
Autres dette	277,9

- Les comptes de régularisation Passif qui correspondent aux surcotes / décotes (1 639,5 k€ au 31 décembre 2019)

D.4. Méthodes de valorisation alternatives

Néant

D.5. Autres informations

Néant

E. Gestion du capital

E.1. Marge de solvabilité – Informations sur les éléments constitutifs

La marge de solvabilité de RSBP s'élève à 51 700 644 € € au 31 décembre 2019 et couvre l'exigence de marge de solvabilité minimum (30 917 438 €) à 167 %.

Les éléments constitutifs de la marge de solvabilité de RSBP se décomposent de la manière suivante :

- Fonds d'établissement : 50 000 000 €
- Réserves non engagées : 9 492 €
- Report à nouveau après affectation : 1 691 152 €

RSBP n'est pas concernée par l'application du 1° du II et du III de l'article R.385-1 du code des assurances.

E.2. Tests de résistance

La réglementation des FRPS impose la réalisation de tests de résistance. Ces tests de résistance sont les suivants :

- Scénario central prolongeant les conditions d'activité sur une durée de 10 ans.
- Une baisse des taux d'intérêt (le niveau des taux d'intérêt pour les valeurs amortissables ainsi que celui servant de référence pour le calcul des provisions techniques est diminué, pour toute la durée de la projection, du maximum entre une baisse relative de 40 % et une baisse absolue de 0,75 %, sans pouvoir toutefois être inférieur à 0 % ou supérieur à 3,5 %).
- Une baisse des rendements financiers des actifs non amortissables de 30 %.
- Une baisse de la mortalité des participants de 10 % quel que soit l'âge.

Les résultats obtenus montrent que RSBP remplit les contraintes de solvabilité pour chacun des tests de résistance. En particulier, pour le scénario de choc de taux, le ratio de solvabilité évolue entre 140 % et 152 %.

Stress tests - Central

Année		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PMT de clôture	A1	772,9	823,8	874,8	926,6	978,5	1 029,4	1 073,3	1 117,6	1 161,6	1 205,7	1 249,9
Provision de gestion	A2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PTS de clôture	A3	824,6	862,3	900,1	937,8	974,4	1 010,4	1 045,6	1 079,9	1 112,7	1 145,0	1 176,4
PMVL	A4	83,8	81,4	88,6	93,7	101,5	109,5	118,1	126,7	141,6	155,7	173,0
EMS	B = 4% \times Min (A1+A2; A3+A4)	30,9	33,0	35,0	37,1	39,1	41,2	42,9	44,7	46,5	48,2	50,0
Fonds propres à l'ouverture	C	50,0	51,7	54,0	56,5	59,2	62,1	65,1	68,2	71,4	74,8	78,3
Résultat après impôt	D	1,7	2,3	2,5	2,7	2,8	3,0	3,1	3,2	3,4	3,5	3,6
Apport en fonds propres sur l'exercice	E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio de solvabilité (= (C+D+E) / B)	F	167%	164%	162%	160%	159%	158%	159%	160%	161%	162%	164%
Différence entre marge constituée et EMS	G	20,8	21,1	21,5	22,2	22,9	23,9	25,2	26,7	28,3	30,0	31,9

Stress tests - Scénario de choc de taux

Année		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PMT de clôture	A1	772,9	965,6	1 016,9	1 069,7	1 123,5	1 178,0	1 224,8	1 272,0	1 319,1	1 366,2	1 413,3
Provision de gestion	A2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PTS de clôture	A3	824,6	862,3	900,2	937,9	974,3	1 009,9	1 044,5	1 077,9	1 109,4	1 140,3	1 170,1
PMVL	A4	83,8	99,3	105,7	110,0	116,7	123,5	130,3	136,9	149,3	161,1	175,9
EMS	B = 4% \times Min (A1+A2; A3+A4)	30,9	38,5	40,2	41,9	43,6	45,3	47,0	48,6	50,3	52,1	53,8
Fonds propres à l'ouverture	C	50,0	51,7	54,0	56,5	59,2	62,1	65,1	68,2	71,4	74,7	78,2
Résultat après impôt	D	1,7	2,3	2,5	2,7	2,8	3,0	3,1	3,2	3,3	3,4	3,6
Apport en fonds propres sur l'exercice	E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio de solvabilité (= (C+D+E) / B)	F	167%	140%	141%	141%	142%	144%	145%	147%	148%	150%	152%
Différence entre marge constituée et EMS	G	20,8	15,6	16,3	17,3	18,5	19,7	21,2	22,8	24,4	26,1	27,9

Stress tests - Scénario de choc sur les actifs non amortissables

Année		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PMT de clôture	A1	772,9	823,8	874,6	926,1	977,3	1 027,6	1 070,7	1 113,9	1 156,8	1 199,6	1 242,3
Provision de gestion	A2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PTS de clôture	A3	824,6	859,5	894,5	929,1	962,6	995,3	1 027,1	1 057,8	1 086,9	1 115,3	1 142,8
PMVL	A4	83,8	81,4	88,5	93,5	101,2	109,0	117,3	125,6	140,2	153,9	170,6
EMS	B = 4% \times Min (A1+A2; A3+A4)	30,9	33,0	35,0	37,0	39,1	41,1	42,8	44,6	46,3	48,0	49,7
Fonds propres à l'ouverture	C	50,0	51,7	53,9	56,3	58,9	61,6	64,5	67,4	70,4	73,6	76,8
Résultat après impôt	D	1,7	2,2	2,4	2,6	2,7	2,8	2,9	3,0	3,2	3,3	3,3
Apport en fonds propres sur l'exercice	E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio de solvabilité (= (C+D+E) / B)	F	167%	164%	161%	159%	158%	157%	157%	158%	159%	160%	161%
Différence entre marge constituée et EMS	G	20,8	21,0	21,4	21,9	22,5	23,4	24,6	25,9	27,3	28,9	30,5

Stress tests - Scénario de choc de longévité

Année		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PMT de clôture	A1	772,9	842,5	893,6	945,6	997,0	1 048,4	1 092,5	1 136,9	1 181,1	1 225,4	1 269,8
Provision de gestion	A2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PTS de clôture	A3	824,6	862,3	900,1	937,8	974,5	1 010,5	1 045,8	1 080,2	1 113,1	1 145,5	1 177,1
PMVL	A4	83,8	81,4	88,6	93,7	101,5	109,5	118,1	126,7	141,6	155,8	173,0
EMS	B = 4% \times Min (A1+A2; A3+A4)	30,9	33,7	35,7	37,8	39,9	41,9	43,7	45,5	47,2	49,0	50,8
Fonds propres à l'ouverture	C	50,0	51,7	54,0	56,5	59,2	62,1	65,1	68,2	71,4	74,8	78,3
Résultat après impôt	D	1,7	2,3	2,5	2,7	2,8	3,0	3,1	3,2	3,4	3,5	3,6
Apport en fonds propres sur l'exercice	E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ratio de solvabilité (= (C+D+E) / B)	F	167%	160%	158%	157%	156%	155%	156%	157%	158%	160%	161%
Différence entre marge constituée et EMS	G	20,8	20,3	20,8	21,4	22,2	23,1	24,5	25,9	27,5	29,3	31,1

E.3. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Néant

E.4. Non-respect de l'exigence minimum de marge de solvabilité

Néant

E.5. Autres informations

Néant

Annexe : Etats de reporting publics

RP.02.02.01 - Bilan simplifié par monnaie

Valeur totale toutes monnaies	Valeur monnaie de déclaration
C0020	C0031

Placements (hors placements représentant les provisions techniques des opérations en unités de compte)

Autres actifs : Actifs corporels d'exploitation, Avoirs en banque, CCP et caisse, Actions propres

Placements représentant les provisions techniques afférentes aux opérations en unités de compte

Part des réassureurs et organismes dispensés d'agrément dans les provisions techniques

Créances : créances nées d'opérations directes, Créances nées d'opérations de réassurance

Autres actifs : autres créances (personnel, Etat organismes sociaux, débiteurs divers), comptes de régularisation actif, capital souscrit non appelé, actifs incorporels

Total de l'actif

Passifs

Provisions techniques hors opérations en unités de compte

Provisions techniques des opération en unités de compte

Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs, Dettes nées d'opérations directes, Dettes nées d'opérations de réassurance

Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit

Autres dettes

Provisions pour risques et charges

Compte de régularisation passif

Total du passif

R0210	855 853 805	855 853 805
R0220	20 615 642	20 615 642
R0230		
R0240		
R0250	36 245	36 245
R0260	14 117 887	14 117 887
R0270	890 623 579	890 623 579
R0280	824 634 513	824 634 513
R0290		
R0300		
R0310		
R0320	12 648 878	12 648 878
R0330		
R0340	1 639 543	1 639 543
R0350	838 922 934	838 922 934

RP.05.01.01 - Primes, sinistres et dépenses par type de risque

Engagements de retraite							
	Branche 26	Eurocroissance	Euro - comptabilité auxiliaire d'affectation	UC - comptabilité auxiliaire d'affectation	Euro - Autre	UC - Autre	TOTAL
	C0550	C0560	C0570	C0580	C0590	C0600	C0610
Primes émises							
Brut	R1410	37 777 052					37 777 052
Part des réassureurs	R1420						
Net	R1500	37 777 052					37 777 052
Primes acquises							
Brut	R1510	37 777 052					37 777 052
Part des réassureurs	R1520						
Net	R1600	37 777 052					37 777 052
Charge des sinistres							
Brut	R1610	13 145 738					13 145 738
Part des réassureurs	R1620						
Net	R1700	13 145 738					13 145 738
Variation des autres provisions techniques							
Brut	R1710						
Part des réassureurs	R1720						
Net	R1800						
Dépenses engagées	R1900						

Annexe : Etats de reporting publics

RP.42.03.01 - Exigence minimale de marge – éléments constitutifs (ancien "état C6")

Exigence minimale de marge - éléments constitutifs (ancien "état C6")

		TOTAL
		C0030
Exigence minimale de marge (vie + non-vie)	R0010	30 917 438
Exigence minimale de marge vie	R0011	30 917 438
Exigence minimale de marge non-vie	R0012	0
Éléments constitutifs (= A + B + C)	R0020	51 700 644
Cap. Versé/Fonds étab const./Siège	R0030	50 000 000
Réserves non engag./Primes capital	R0040	9 492
Report à nouveau après affectation	R0050	1 691 152
Emprunts fonds social complémen.	R0060	
-Actions propres	R0070	
-Frais d'acquisition non admis	R0080	
-Éléments incorporels au bilan	R0090	
Total A	R0100	51 700 644
Titres ou emprunts subordonnés	R0110	
à durée indéterminée	R0120	
à durée déterminée	R0130	
Cotisation R423-16 non utilisée	R0140	
Total B	R0150	0
Fraction du capital non versé	R0160	
Plus-values latentes admises actif non exceptionnelles	R0170	
Plus-values latentes admises passif non exceptionnelles	R0180	
Plus-values latentes nettes admises sur IFT	R0190	
Total C	R0200	0

Fonds de garantie		Tiers exig. Minimale	Minimum absolu	Fonds de garantie
		C0040	C0050	C0060
Tiers de l'exigence minimale	R0210	10 305 813	3 700 000 EUR	10 305 813

Glossaire

A

Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) : autorité française de supervision pour les secteurs des assurances et des banques.
Appétence au risque

L'appétence au risque correspond au niveau de risque maximum qu'un organisme d'assurance est prêt à prendre. Elle doit être définie par quelques critères qualitatifs et/ou quantitatifs exprimés au niveau global de l'organisme.

C

Courbe de taux EIOPA

La courbe des taux EIOPA est utilisée pour calculer les engagements des assureurs.

Pour les échéances courtes, la courbe des taux de l'EIOPA est basée sur les swaps et non pas sur les emprunts d'Etat.

Au-delà d'une durée de 20 ans, la liquidité des swaps est trop faible pour constituer une base d'évaluation solide. La partie longue de la courbe est donc fixée « à dire d'expert », aucun marché de taux ne permettant d'établir des références long terme indiscutables.

Le principe de construction retenu par l'EIOPA assure que les taux *spot* ou *forward* convergent vers l'UFR (*Ultimate Forward Rate*).

E

EIOPA (European Insurance and Occupational Pensions Authority ou Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles ou AEAPP).

Organe consultatif indépendant auprès du Parlement européen, au Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne. L'EIOPA est une des trois autorités européennes de surveillance du [Système européen de supervision financière](#)

F

Fonctions clés : quatre fonctions clés définies par la directive Solvabilité II (fonction d'audit interne, fonction actuarielle, fonction de gestion des risques, fonction de vérification de la conformité). Ces fonctions sont considérées comme stratégiques dans la gestion des risques, et les responsables de ces fonctions doivent respecter les exigences en matière de compétence et d'honorabilité.

O

ORSA (Own Risk and Solvency Assessment)

Processus qui permet aux organismes d'assurance d'identifier l'ensemble des risques relatifs à leurs activités et d'évaluer le montant des besoins de solvabilité supplémentaires correspondants.

S

Solvabilité : capacité d'un assureur à honorer ses engagements envers ses assurés, mais aussi à maintenir une activité pérenne et rentable.

Solvabilité II : règles européennes garantissant la solvabilité des sociétés d'assurances. Solvabilité II a pour ambition d'adapter le niveau des capitaux propres aux risques réels auxquels elles sont exposées. Elle repose sur une directive-cadre adoptée en 2009 (directive 2009/138/CE) et sur des mesures d'application.